

## NOTRE REALISME : LA RUPTURE

**Michel Husson**

*Depuis le choc du 21 avril, la pensée dominante cherche à discréditer notre programme, présenté comme « inepte », ou purement protestataire comme celui de Le Pen. Pour récuser cet amalgame, il faut affirmer bien fort qu'une autre politique est possible.*

La pensée bourgeoise repose sur un principe essentiel : les lois modernes de l'économie (et en premier lieu sa mondialisation) suppriment toute possibilité d'alternative. Refuser cette réalité, c'est se réfugier dans une protestation impuissante, où se rejoignent les extrêmes. C'est ce qu'expliquent de manière très claire Philip Gordon et Sophie Meunier, coauteurs du *Nouveau Défi Français*, dans *Le Monde* du 16 avril. Pour eux, « L'adaptation de l'économie française à la mondialisation a été remarquable » mais a dû passer par un « réaligement des clivages politiques traditionnels. Sur ce sujet, les extrêmes ont d'avantage d'affinités entre eux qu'ils n'en ont avec le centre, et les partis "de gouvernement" ont davantage en commun entre eux qu'ils n'en ont avec les extrêmes du même bord qu'eux. Les discours de Chirac sur "humaniser la mondialisation" et celui de Jospin sur "maîtriser la mondialisation" sont pratiquement interchangeables, quoique les intéressés veuillent en dire. Et ce n'est pas étonnant : (...) il est difficile d'avouer qu'il y a peu de chose qu'ils puissent faire face aux marchés et aux tendances de l'économie mondiale. »

### **Les conditions de l'alternative**

Même si l'on admet que notre programme est « inepte » (pour reprendre l'adjectif d'Emmanuel Todd dans *Le Monde* du 24 avril), il ne peut être assimilé à celui de Le Pen. Comme l'admet quand même Todd, ce programme, et le vote en sa faveur, expriment une « redécouverte des valeurs d'égalité » alors que celui du Front National représente « une corruption des ouvriers par les valeurs d'inégalité qui ravagent la société capitaliste ». Cela étant précisé la grande question est bien de savoir s'il existe des marges de manœuvre pour une autre politique. La première manière d'y répondre consiste à dire qu'il faut faire la révolution pour transformer la société : après la révolution, les « inepties » deviendraient possibles. On voit bien les limites de cette position, qui, en un sens, donne raison à Jospin. Si en effet la seule alternative, c'est la révolution, et si celle-ci n'est pas à l'ordre du jour, alors Jospin n'avait d'autre choix que d'accompagner la nécessaire « modernisation ». Il faut absolument refuser cette interprétation et affirmer que d'autres choix étaient possibles. Dans bien des domaines, le gouvernement de la gauche plurielle n'a pas seulement accompagné le mouvement, il l'a souvent précédé.

Avec le recul, la politique de Jospin apparaît comme celle d'un « passeur » menant la gauche d'une posture de réformisme timoré à une pleine acceptation du social-libéralisme. Mais la gauche n'était pas près à cette mutation, et l'entreprise a échoué : l'extrême gauche a progressé, le PC a reculé, et on a vu émerger un monstrueux « pôle républicain » que l'on espère sans lendemain. Les étapes de ce « programme de transition » sont autant de rendez-vous manqués entre la gauche plurielle et les travailleurs.

Jospin aurait pu, comme le mouvement des chômeurs le demandait, utiliser sa « cagnotte » budgétaire pour augmenter les minima sociaux, plutôt que de la consacrer à une baisse de l'impôt sur le revenu, favorable à d'autres catégories sociales. Quelques jeunes financiers branchés auraient peut-être émigré à Londres jusqu'à la prochaine récession, mais l'économie aurait été dopée par la consommation populaire. Jospin aurait pu, comme le demandait plusieurs syndicats, augmenter les cotisations patronales pour la retraite plutôt que de mettre en place l'épargne salariale qui prépare le terrain aux fonds de pension. Le patronat aurait protesté, mais la crise tant annoncée du système de retraites par répartition aurait été réellement prévenue. Les 35 heures auraient pu être mises en place selon des modalités plus contraignantes pour les patrons et moins défavorables aux salariés du point de vue des conditions de travail et du salaire. On aurait créé

encore plus d'emplois et le gouvernement se serait construit une base sociale. Au lieu de cela, Jospin a réussi la prouesse de transformer les 35 heures en une mesure anti-ouvrière. Enfin, Jospin aurait pu intervenir sur la question des licenciements, au lieu de dire aux ouvriers de Michelin ou à ceux de Danone, qu'il n'y pouvait rien. Il leur aurait ainsi donné des raisons de voter pour lui.

Il aurait fallu pour cela tordre la répartition des revenus en faveur des salariés. Est-ce impossible ? Est-ce inepte ? Le discours dominant consiste à dire que c'est impossible à cause de la compétitivité, et on retrouve ici l'invocation rituelle de la mondialisation. Mais cet argument ne tient pas la route : dans notre projet, la progression des salaires est compensée par une baisse des revenus financiers, et on ne voit pas pourquoi le fait de verser des dividendes serait économiquement raisonnable alors qu'augmenter les salaires serait inepte. On nous dit ensuite que les capitaux et ceux qui les possèdent quitteraient le territoire. Mais cet argument n'est déjà plus vraiment économique. Il revient à dire que les possédants ne se laisseront pas aisément déposséder et résisteront par les moyens qui sont les leurs. C'est parfaitement exact mais c'est aussi, en un sens, ce que font les électeurs de Le Pen qui manifestent ainsi leur ressentiment d'être tenus à l'écart d'une répartition équitable des richesses.

S'il avait été un tant soit peu réformiste, Jospin aurait pu avancer dans cette direction. S'il ne l'a pas fait, ce n'est pas par défaut d'alternatives mais en raison d'un choix beaucoup plus politique, qui portait sur le degré maximum d'affrontement avec la patronat et sur une alliance privilégiée avec les classes moyennes. Depuis, le Parti socialiste vient de découvrir, à sa manière, qu'une autre orientation était souhaitable et possible. Il vient de confectionner en urgence un nouveau programme qui parle, enfin, de pouvoir d'achat et de droit du travail. Il faut saluer ces enthousiasmes de néophyte, sans pour autant faire preuve de naïveté. En effet, ce programme a été adopté à l'unanimité, autrement dit par Fabius, le prince de la baisse des impôts, et Strauss-Kahn, l'empereur des privatisations et des stock options. La pantalonnade continue.

## **Notre cohérence**

Notre projet est parfaitement cohérent. Mais sa cohérence ne découle pas d'une acceptation des lois du capitalisme néo-libéral. Elle repose au contraire sur une rupture radicale articulée avec ces principes. Radical, cela veut dire s'attaquer à la racine des choses, en allant chercher au cœur du rapport capital-travail les sources du chômage et de l'insécurité sociale. Il faut pour cela remettre en cause les deux grandes tabous que sont la répartition actuelle des revenus et le droit de propriété capitaliste. Nous sommes pour l'augmentation des salaires et des revenus sociaux au détriment de ceux de la finance. Nous sommes pour l'interdiction des licenciements au détriment du libre arbitre patronal. Nous sommes pour le passage aux 32 heures sous contrôle des travailleurs, contre l'intensification et la précarisation du travail. Si le gouvernement avait pris des mesures significatives en ce sens, au lieu de faire machine arrière au moindre froncement de sourcil du patronat ou au moindre frémissement des marchés, il aurait conquis un électorat populaire qui aurait eu l'impression de voir ses intérêts défendus. De telles avancées auraient délégitimé l'Europe réactionnaire de Maastricht et Amsterdam et auraient permis la construction d'une autre Europe, fondée sur la satisfaction des besoins sociaux. Le repli réactionnaire sur une conception vichyste de la Nation aurait été vidé de toute crédibilité en tant que méthode de résistance à la régression sociale.

C'est autour de cette cohérence que doit se recomposer la gauche radicale. Au-delà de la campagne d'Olivier, ce projet de rupture exprime les luttes sociales des dernières années. Il faut le faire fructifier, l'ancrer encore mieux, en évitant une double tentation : celle de le galvauder en prenant au sérieux le mimétisme des caméléons sociaux-libéraux, et celle de le mettre sous cellophane pour en préserver la pureté révolutionnaire. Il faut que ce programme devienne, dans les élections et les luttes, la référence et l'expression de celles et ceux qui veulent vraiment changer cette société, qui en a vraiment besoin.

## **Alter'Eco ou Vulgair'Eco ?**

Le numéro de mai d'*Alternatives économiques* contient un article assez navrant de Guillaume Duval, dont les arguments spécieux illustrent bien la rancœur des sociaux-libéraux à l'égard de la gauche radicale. « Quand on veut mobiliser des sommes importantes pour une hausse significative des minima sociaux ou pour financer un RMI jeune, il faut bien aussi mettre à contribution la masse de la population ». Faux. G.Duval sait parfaitement que la part des salaires a baissé de huit points sur les deux dernières décennies, et que ce formidable transfert n'a évidemment pas profité à « la masse de la population », mais aux revenus financiers accaparés par une couche sociale étroite. Nous proposons simplement de revenir sur ce déplacement, ce qui équivaut à plus de 400 milliards de francs. Quant au redéploiement de dépenses existantes, nous n'y sommes évidemment pas hostiles : nous sommes ainsi pour la réduction des dépenses militaires et pour la remise en cause des 300 milliards de francs d'aides publiques aux entreprises.

G.Duval rappelle la nature du déficit qui oblige un Etat à « emprunter de l'argent à ses riches citoyens, et donc à leur verser chaque année des intérêts en plus du remboursement de leur capital, au lieu de prélever des impôts sur leurs richesses ». C'est parfaitement exact, et c'est pourquoi nous sommes favorables à une augmentation des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les fortunes, de manière à tarir cette source de rente d'Etat. Contrairement à ce qu'il fait semblant de croire, nous ne sommes donc pas pour la dérive des déficits publics.

L'extrême gauche n'aurait « elle non plus, rien compris à l'Europe et au rôle qu'elle pourrait jouer ». G.Duval est pourtant obligé d'admettre que « l'Europe reste compliquée et peu efficace dès qu'il s'agit de construire autre chose qu'un grand marché concurrentiel », or il faudrait justement autre chose qu'un grand marché pour « maîtriser la mondialisation ». Quant à l'idée que l'euro était un « outil incontournable pour relancer la croissance », c'est une fable grossière. Ce sont au contraire les modalités du passage à l'euro qui ont conduit tout au long des années 90 à un affaissement de la croissance en Europe, à la montée du chômage de masse et à celle de l'extrême droite. Seules des entorses aux principes de Maastricht (montée du dollar, stabilisation de la part salariale, politique budgétaire moins restrictive) ont permis la reprise récente. G.Duval et ses semblables s'obstinent à ignorer l'impasse dans laquelle nous entraîne la logique actuelle de la construction européenne, fondée sur les privilèges de la finance et le démantèlement des services publics et de la protection sociale. Pour notre part, nous nous opposons résolument au Pacte de stabilité.

**M.H.**